

Éducation populaire autonome et universités : une contradiction motrice ?

Independent Citizen Education and Universities: A Dynamic Contradiction?

Gaston Pineau

Number 75, 2016

LSP/RIAC : un demi-siècle de débats sociaux et politiques

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1036287ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1036287ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Lien social et Politiques

ISSN

1703-9665 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Pineau, G. (2016). Éducation populaire autonome et universités : une contradiction motrice ? *Lien social et Politiques*, (75), 22–31.
<https://doi.org/10.7202/1036287ar>

Article abstract

Universities are cut off from 90 p.c. of the population. On the fringe of their respective environments, a few university administrators and a few representatives of citizens groups are trying to find a way to work together. At least such is the goal of the Collective Advancement programme of the Continuing Education Faculty of the University of Montreal.

The programme seeks to establish a presence in the community by participating in struggles both through the union and outside the workplace. In the latter case, joint-action has been possible in the housing, health and civil-rights areas.

The article goes on to discuss the relationships between independent citizen education, intellectuals and institutions.

Éducation populaire autonome et universités : une contradiction motrice ?

G. Pineau

Une plaque sur la murette d'une villa. Les deux premiers mots ne me disent rien. Par contre "sciences humaines" m'accroche et m'attire confusément. J'entre. Je demande s'il y a quelque chose de spécial pour "sciences humaines". Non. La première année c'est pareil pour tout le monde.

J'ai 25 ans. Issu d'un milieu rural, je viens de travailler 6 ans comme ouvrier agricole. Travail de déscolarisation telle que même maintenant je ne me souviens plus si j'ai connu l'existence de l'université avant cette date et cette plaque. Et si je suis devant cette plaque, c'est parce que j'accompagne un ami. Et si j'ai cet ami, c'est parce que je ne suis plus ouvrier agricole. Nous venons de nous réunir cinq jeunes "errants culturels" — pour monter une maison que j'appellerais maintenant de recherche.

Cette anecdote personnelle illustre la frontière — et ici la frontière-exclusion — qui sépare l'université de plus des 90 % de la population. Pour ces plus de 90 %, l'université n'existe littéralement pas. La prononciation même des cinq syllabes du mot est une opération osée et déplacée qu'on exécute quand il le faut, mais avec gêne. "Les grands mots" comme université sont inconnus. Et quand par hasard l'un d'eux franchit la frontière, il est aussi étrange et étranger que celui d'une langue étrangère. Si on écrivait, on mettrait université entre "guillemets", comme les universitaires mettent "milieux populaires" entre guillemets, tant cette réalité est autre, autre que soi. Entre les deux, aucun rapport puisque les deux termes ne sont même pas isolés. Pas plus que je ne connaissais

l'université, je n'avais conscience d'être dans un milieu populaire. "Les poissons sont les seuls à ne pas savoir qu'ils sont dans l'eau." Traduire cette inconscience en terme de manque de conscience socio-politique, c'est dire la même chose en langage universitaire en taxant en plus cette inconscience d'ignorance sociale et politique.

Comment se fait-il alors que les grands révolutionnaires aient tant appris de cette ignorance? Mao se donnait pour tâche de redire explicitement ce qu'il avait appris confusément des masses. Pure démagogie? Ou cette ignorance des catégories socio-universitaires est-elle grosse d'une connaissance pratique, d'une pratique socio-matérielle brute qui donne corps si elle ne donne pas la parole?

Le problème du procès de connaissance des travailleurs manuels est l'inverse de celui des travailleurs intellectuels : il consiste à dire ce qui est vécu alors que pour les autres il consiste à vivre ce qui est dit. Problème aussi difficile à résoudre pour les uns que pour les autres car il provient d'une organisation de ce procès de connaissance qui épouse les exigences économiques d'une division du travail désappropriant chacun de sa propre production. Cette organisation "culturelle" aliène les intellectuels, les rend étrangers à eux-mêmes en les enfermant dans des catégories abstraites, coupées de leurs conditions concrètes de développement. Elle aliène les manuels en les encadrant tellement dans ces conditions concrètes

117

qu'est comprimée et réprimée au maximum toute construction d'outil conceptuel abstrait spécifique.

Si l'aliénation culturelle est commune et a les mêmes causes, elle n'a pas les mêmes formes. Appelle-t-elle les mêmes démarches libératrices? Certaines peuvent-elles être communes? Le retour à la terre n'est pas l'entrée à l'université. Et ce qui aliène les uns ne désaliène pas automatiquement les autres par la simple vertu de l'alternance compensatrice. Une libération qui ne peut être que commune appelle un travail à la fois spécifique et commun. Trouver les conditions concrètes de ces lignes générales et les spécifier pratiquement et théoriquement est une longue marche qu'ont entrepris entre autres certains universitaires et représentants de groupes populaires. A la frontière lointaine des universités et des milieux populaires, ils tentent selon les transactions d'une révolution culturelle à inventer, de changer cette organisation sociale aliénante des procès dominants de connaissance.

Une préoccupation permanente qui aboutit à la création d'un groupe de promotion collective

Dès 1958 le service d'extension de l'enseignement de l'Université de Montréal est travaillé par ce désir de rompre le système de relations privilégiées quasi exclusives qui lie l'université aux groupes professionnels. Les propositions de définition de ses objectifs à cette époque mentionnent que l'Extension doit faire des recherches dans le domaine de l'éducation populaire. Cet objectif est bien entendu "oublié" dans les propositions entérinées par les instances universitaires. Mais cependant, pour ne s'en tenir qu'aux recherches formalisées par un rapport, paraissent en 68 une étude sur "les besoins d'éducation des syndicats et l'E.P.", en 70, une enquête sur "les formes d'éducation politique directe", et en 73, une autre étude sur l'éducation syndicale au Québec. Parallèlement à ces recherches pilotées par un petit bureau de recherche émergent deux "divisions" de la FEP qui depuis 68 étaient centrées sur la formation non-créditée : les divisions promotion culturelle et promotion du travail. Ces dernières font des interventions ponctuelles dans le domaine très peu ouvert à cette

époque de la condition féminine et montent des colloques comme celui de 69 sur la contestation. Depuis 72, une concentration des efforts d'abord dans le secteur du 3e âge puis dans l'écologie et enfin dans la formation syndicale et populaire a abouti :

- 1) à la reconnaissance de la promotion collective comme objectif institutionnel prioritaire à développer;
- 2) à la création d'un groupe opérationnel, spécifiquement chargé de ce développement en étroite relation en particulier avec le groupe de recherche et de promotion culturelle.

La définition opérationnelle que le groupe s'est donné de la promotion collective est la suivante : "la promotion collective est un ensemble d'interventions éducatives destinées à donner des instruments d'action à des communautés non favorisées ou délaissées par l'Université, pour qu'elles se prennent en main et réalisent leurs propres projets collectifs"¹. C'est à partir de cet ensemble d'interventions que vont être approchées les transactions nouvelles que tente de développer ce groupe entre l'université et de nouvelles collectivités sociales.

Rejoindre les milieux populaires par une participation à leurs luttes

Dans les années 1974-1975, deux rapports ont formalisé les recherches en ce domaine : un rapport informant des expériences latinoaméricaines de jonction entre les universités et les milieux populaires² et un autre sur les perceptions et attentes de leaders québécois des milieux populaires face à l'université³. Le dernier rapport mentionne le caractère général d'étrangeté que représentait une telle enquête, même pour des leaders de groupe populaire. "Tous les sujets ont été étonnés par les objectifs de l'étude et, exception faite des responsables de l'éducation dans les centrales syndicales, toutes les autres personnes ont déclaré méconnaître le thème en général et ne jamais avoir réfléchi sur le sujet auparavant. Ils ont ouvertement manifesté que ces inquiétudes universitaires étaient

étrangères au champ de leurs préoccupations actuelles. Cette attitude révèle un fait important : le thème étudié semble être plutôt une préoccupation universitaire qu'une inquiétude des secteurs populaires" 4.

En effet, l'absence quasi totale de l'université dans ces milieux est soulignée; de même que l'habitude de ceux-ci de travailler sans elle. Ils ont développé — par force — des pratiques d'éducation autonome. Ces pratiques méconnaissent l'université... même pour la critiquer. Les critiques ne sont que secondes et ne constituent pas une opération première, ni prioritaire. Mais par contre est première la méfiance populaire vis-à-vis de l'intérêt soudain de cette étrangère à nouer des contacts. Et les protestations de désintéressement ne font que renforcer ces méfiances viscérales vis-à-vis des belles paroles. Tout un groupe est radicalement opposé à ces contacts. Les deux mondes sont organisés selon des intérêts irréconciliables. Un rapprochement signifierait une récupération pure et simple des actions qui se développent dans les secteurs populaires. Par contre un autre groupe, considérant le financement public de l'université et son utilisation "privée", est moins catégorique. Un rapprochement est peut-être à tenter sous certaines conditions :

- 1) la première est que l'université accepte que toutes les activités possibles restent sous les contrôles des secteurs populaires concernés;
 - 2) que les universitaires soient disposés à apprendre;
 - 3) que les grilles de "lectures" soient celles utilisées actuellement dans les secteurs populaires.
- "A une connaissance passive et inutile de la réalité, ces groupes opposent les luttes et l'action qui doivent caractériser une vraie éducation populaire 5."

Il n'est pas plus fortes protestations d'autonomie. Pour donner suite à cette porte entrebaillée, deux rapprochements furent entrepris, l'un en milieu syndical l'autre en quartier populaire. Les deux ont nécessité une longue familiarisation, un long apprentissage des universitaires "détachés" à ces approches. Où ont-elles conduit? En milieu

syndical, à un protocole d'entente avec la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), signé en 1978 après de longs travaux d'approche. Les articles de J. Fernandez et de M. Blondin dans le prochain numéro rendront compte de cette jonction difficile et de cette confrontation permanente. Quant à nous, nous relaterons ici les opérations de rapprochement avec les milieux populaires hors des organismes de travail.

En dehors des milieux de travail, l'approche des milieux populaires ne peut bénéficier des organisations de masse que constituent les syndicats. Le monde des "consommateurs", que ce soit des produits ou des services, commence tout juste à s'organiser, conscient de la désappropriation de soi qu'entraîne ce rôle de consommateur passif et émiétté auquel voudraient le réduire les intérêts de la production. Cette réappropriation de soi par une réappropriation active des pratiques élémentaires de la vie quotidienne — se loger, se nourrir, se soigner, se déplacer, se défendre... — produit divers regroupements dans tous les secteurs de ces pratiques : associations, coopératives, communes, syndicats de cadre de vie, comité, clinique... C'est avec quelques-uns de ces différents regroupements aux prises avec les difficultés d'émergence et de développement en situation oppositionnelle, que s'est opérée l'approche des milieux populaires en dehors de la production. Approche où les difficultés habituelles de compréhension et d'acceptation se doublent de celles entraînées par l'organisation mouvante de ces regroupements.

Développer les moyens de contrôle des citoyens sur leur habitat

Comme partout, les agglomérations urbaines du Québec sont lieu de spéculation dans le domaine de l'immobilier. Les vieux quartiers se dégradent. Les loyers augmentent de plus en plus. L'achat de maisons individuelles est un suicide financier pour la plupart des gens. Les plus touchées sont les classes à faible revenu. Face à cette situation, de nouveaux groupes sont à la recherche de solutions alternatives à la propriété individuelle ou à la location. Ces nouveaux groupes se heurtent aux tractations des requins de l'immobilier et à toutes

les collusions entre la loi et le pouvoir de l'argent. La liaison avec eux constitue une stratégie non-académique de promotion collective. Ainsi, à la FEP, une personne ayant déjà oeuvré dans ce secteur est chargée de trouver les formes d'échanges adaptées, pour appuyer ces groupes dans leur recherche d'information juridique, économique, architecturale, administrative.

La participation à la mise sur pied d'une coopérative d'habitation dans un milieu populaire (Pointe St-Charles) de même qu'à l'organisation d'un comité de logement dans un autre (Rosemont) ont permis d'entrer en contact avec les groupes de citoyens aux prises avec les intérêts et la complexité des problèmes urbains. Ces contacts, l'expérience de la crédibilité ainsi acquises auprès de ces groupes leur ont fait demander la participation de la FEP à l'organisation d'un premier colloque populaire sur un Programme gouvernemental d'Amélioration de Quartier (PAQ) qui touche, à travers plus de soixante projets, environ 400,000 citoyens⁶. Pour ces citoyens, ces projets se déroulaient de façon si cloisonnée que ceux impliqués dans l'un ignoraient même l'existence de projets similaires ailleurs. Les expériences parcelaires de lutte ne pouvaient donc ni se communiquer, ni se renforcer. Or, un des buts mis de l'avant par le PAQ c'est la participation des citoyens au programme. Une rencontre populaire d'évaluation commune du programme par les citoyens impliqués dans les différents projets urgeait. La collaboration de la FEP à l'organisation de cette rencontre fut demandée. Cette collaboration consistait à offrir les supports éducatifs suivants :

- 1) préparation du colloque
- 2) recherche et organisation de la documentation
- 3) rôle d'intermédiaire entre le milieu populaire et des contacts avec diverses facultés
- 4) élaboration d'instruments éducatifs et de nouvelles méthodes pédagogiques
- 5) développement d'un nouveau secteur d'intervention à plus long terme pour la FEP.

Ce colloque était vu comme un premier moment et un premier moyen pour démarrer un programme d'autoformation de citoyens pour un

contrôle de leur environnement. Des ateliers provinciaux furent tenus pour préparer démocratiquement le colloque. Des documents de travail furent élaborés. Et le colloque eut lieu en octobre 78. Dix propositions furent votées constituant l'ossature d'un premier Manifeste, collectif et populaire, dans le domaine de la rénovation urbaine.

Se réapproprier les services de santé

La réforme des services de santé dans un sens plus communautaire, entreprise au Québec avec le rapport Castonguay, est encore embryonnaire. Entre autres, la gestion des établissements de santé par les usagers doit trouver ses formes optimales. Certains établissements populaires ont un rôle pilote dans cette recherche. La clinique communautaire de Pointe St-Charles est de ceux-là. Un responsable FEP de promotion collective y travaille, participant à cette recherche collective selon des modalités qui se sont définies progressivement. Entre autre a été élaboré un remarquable vidéo avec des documents de support sur la santé en milieux ouvriers. A une période où fourmillent les études théoriques sur la démedicalisation de la santé, développer de telles productions pratiques paraît particulièrement précieux pour contribuer à une réappropriation effective de la santé par chaque milieu et personne intéressés. Outre son utilisation par le milieu, cette production sert actuellement à sensibiliser des universitaires et des étudiants aux problèmes de santé en milieux populaires.

Défendre ses libertés

Sous le couvert du concept juridico-politique de "sécurité nationale", l'état canadien, comme beaucoup d'autres états, "modernise" les zones et les modes d'intervention de son appareil policier. Cette modernisation empiète de façon nouvelle sur des droits aussi fondamentaux que :

- la liberté d'association, par l'infiltration et la déstabilisation de groupes démocratiques;
- la liberté d'expression, par l'utilisation de

menaces, du chantage, de l'intimidation des militants, les pressions psychologiques;

- *la libre circulation des idées*, par le cambriolage d'une agence de presse, la diffusion de faux communiqués, la manipulation de certains média;
- *le droit à la vie privée*, par l'écoute électronique, la filature, l'ouverture du courrier, l'utilisation de dossiers supposément confidentiels (médicaux, fiscaux, de crédit...) ⁷.

Cet empiètement ne répond pas seulement aux besoins d'arrêter les criminels - selon l'idéologie officielle - mais aussi aux besoins politiques de contrôler les forces d'opposition. Pour répondre à ces besoins politiques, les forces au pouvoir sont amenées à déborder les frontières légales et à se situer au-delà, dans l'illégalité, vidant ainsi les processus démocratiques de toute réalité. Face à la montée de ces pratiques illégales et criminelles des forces au pouvoir, la Ligue des Droits de l'Homme ainsi que les membres de l'atelier de promotion collective de la FEP ont lancé en 77 *l'opération liberté* visant à regrouper les citoyens et les organismes préoccupés par la défense des droits démocratiques, en un large front commun de luttes. Cette opération de regroupement a commencé par l'organisation d'un large colloque populaire sur Police et Liberté.

Cette opération, éminemment politique, a nécessité de traduire directement et opérationnellement en termes organisationnels précis une série de contradictions idéologiques et socio-politiques qui habituellement sont uniquement débattues théoriquement : comment l'université, institution de la classe dirigeante, appareil idéologique d'état, peut-elle collaborer avec les groupes populaires porteurs de la lutte des classes opprimées, entre autres idéologiquement par cet appareil idéologique? L'université doit-elle faire amende honorable, abdiquer toute autonomie en étant toute heureuse qu'on lui concède encore un rôle de support technique? L'adoption théorique de cette position simplifie les problèmes organisationnels : les rôles sont clairs; celui de l'université est de supporter techniquement l'opération. Mais pratiquement, cette adoption, outre qu'elle ne correspond pas à l'implication concrète des univer-

sitaires, n'handicape-t-elle pas le succès de l'opération en enlevant pour l'extérieur tout le poids idéologico-politique de l'apport universitaire et en ouvrant ainsi toute grande la porte à la répression? Cette position, qui reproduit à l'inverse la position classique illusoire de la neutralité scientifique et technique de l'université, n'a pas été adoptée. Le protocole d'entente entre la Ligue et la FEP spécifie que si la direction de l'intervention revient à la Ligue, le contenu et le déroulement de celle-ci doivent être arrêtés en fonction d'un accord des représentants des deux institutions.

Cette position beaucoup plus impliquée et impliquante entraîne une pratique organisationnelle et idéologique beaucoup moins claire, pleine de tensions et de contradictions. Mais sont peut-être ainsi créées, dans les instances idéologiques, les conditions matérielles de production de nouveaux rapports sociaux au savoir et à l'organisation sociale. "Peut-être", car dans ce domaine tout nous semble à inventer. Les problèmes très pratiques d'aménager les rapports inter-organisationnels entraînés par l'alliance d'organismes aussi différents que sont par exemple le gros appareil d'état qu'est une université et un groupe de pression comme la Ligue, posent à notre avis la contradiction principale qu'auront à traiter dans les prochaines années, pratiquement et théoriquement, les militants des transactions universitaires avec les groupes populaires. Cette contradiction pose les conditions concrètes de production dialectique d'une éducation populaire autonome avec des organismes étrangers.

Transactions dialectiques d'une éducation populaire autonome : deux cultures étrangères

Les transactions réalisées rejoignent les milieux populaires par l'intermédiaire d'organismes-relais qui travaillent directement à l'amélioration des conditions de vie et de travail de ces milieux. Ce que provoquent ces transactions, c'est un essai de liaison de la formation avec ces luttes liées aux pratiques quotidiennes : travailler, se loger, vivre en santé, s'exprimer... pour aider à leur émancipation. Cette liaison n'est si difficile à établir que parce qu'il existe une division-opposition initiale. Cette division-opposition initiale a coupé et opposé

jusque dans les termes ces "lieux de libre expression de l'esprit" que se disent être les universités de ces "milieux prisonniers des contraintes matérielles" que constituent les milieux populaires. Les difficultés de cette liaison ne sont compréhensibles et traitables que dans ce contexte de division-opposition entre travail manuel et travail intellectuel qui a une longue histoire. Nous ne la ferons pas ici. Nous mentionnerons seulement l'obstacle verbal qui sépare ces deux cultures radicalement opposées.

L'obstacle verbal

La difficulté de langage souvent mentionnée doit être creusée comme telle car la langue est le premier outil de travail. Or il est une langue éducative formée par et pour le milieu intellectuel qui est absolument étrangère aux milieux manuels. Parler d'éducation populaire avec ce mot "éducation" c'est déjà un langage non populaire. C'est introduire un outil conceptuel étranger qui provoque une fausse découpe parce qu'il renvoie à l'extérieur. "Education" est un de ces grands mots étrangers importés qui évoque... les autres. "Il a de l'éducation" dit-on mi-admiratif, mi-ironique pour qualifier soit un docteur, soit un "maniéré". Je me souviens de mon étonnement quand j'ai découvert ce mot "éducation". Quand j'ai découvert qu'il pouvait peut-être recouvrir et traduire dans le langage socio-professionnel dominant une partie de mon vécu. L'obstacle verbal ne doit pas être sous-estimé car non réinterrogé il ferme aux intellectuels la compréhension de la culture non verbale des travailleurs et pour les manuels cette non-réinterrogation les aliène et bloque une expression libératrice.

Ignorance des intellectuels vis-à-vis de la culture matérielle des travailleurs

Pour les intellectuels, les classes dominées ne parlent pas, elles sont parlées : "les intellectuels jouent entre eux quand ils jouent avec l'image des classes populaires" ⁸. Pour cesser de jouer, il leur faut cesser de parler entre eux, devenir moins bavards en n'allant pas seulement écouter, mais

surtout travailler dans cette culture matérielle. Deux conditions pratiquement impossibles à réaliser mais dont seule la réalisation cependant rend possible une rencontre pratique.

En effet le rapport à la matière, rapport répressif, direct, dominé, quasi exclusif est le rapport dominant déterminant cette culture que nous appellerons matérielle plutôt que culture du silence comme certains. Car elle n'est silencieuse que pour ceux qui n'y appartiennent pas. Cette culture matérielle est l'exacte opposée d'une culture verbale fondée sur la parole. Elle en est le négatif. Les représentants des deux cultures se dévalorisent ou s'idéalisent de façon réciproque et globale. Leur procès de formation est aussi inverse : la culture matérielle se forme en étroite lutte avec la dureté des choses, des événements, des situations; la culture verbale se forme avec la fluidité des cadres abstraits tout préparés.

"D'une certaine façon, on peut dire que les travailleurs ont une avance sur le vécu, par rapport aux intellectuels. Tous les jours ils sont confrontés à des situations et à des problèmes qu'ils essaient de résoudre. C'est pour eux une question de vie.

De leur côté, les intellectuels ont une avance sur les informations, les connaissances et les méthodologies, par rapport aux travailleurs. Par exemple, un économiste sait comment lire des rapports statistiques ou autres concernant la fermeture d'une entreprise. Il peut vérifier les données qui y sont consignées et dégager des pistes d'alternatives possibles ⁹."

Tant que les intellectuels n'ont pas intuitionné cette différence et cette richesse de la culture matérielle, ils demeurent des analphabètes vis-à-vis des vrais problèmes de formation des travailleurs. Cet analphabétisme, cette cécité culturelle, est la conséquence de leur aliénation culturelle.

Libérer le matériel quotidien

Pour les travailleurs, leur formation (au sens strict de se donner une forme) est si liée aux pra-

tiques de la vie quotidienne qu'elle ne s'en dissocie pas; ou ils ont renoncé à s'approprier ces pratiques et ne se forment plus réellement. L'aliénation est complète et ils développent par compensation un quelconque rapport imaginaire au monde; ou ils luttent pour se réapproprier ces activités élémentaires constitutives que sont travailler, se loger, se nourrir, s'exprimer... Et le formation est à la fois le produit et l'instrument de production de cette lutte. Cette lutte vitale pour s'approprier un quotidien dominé économiquement, politiquement et culturellement par d'autres ne sédecoupe pas selon les mêmes catégories qui contribuent à cette domination. Elle doit en chercher d'autres. C'est cette recherche que poursuit une éducation populaire autonome qui entre autre, lutte pour l'obtention de modes spécifiques d'infrastructure économique. Mais s'allier avec des éléments universitaires n'est-il pas alors en contradiction avec cette autonomisation? C'est ce que pensent les éléments les plus radicaux. Il est certain que cette alliance pose le difficile problème des rapports entre classes et entre autre celui des rapports entre les classes populaires et les intellectuels.

Rapport entre l'éducation populaire autonome et les intellectuels

Nous avons vu que ces rapports ne sont pas évidents, ni pour les intellectuels, ni pour les travailleurs. D'une quasi inexistence initiale, quelques-uns se sont noués au cours de ces trois dernières années. Laborieusement, difficilement mais aussi de façon différente suivant qu'il s'agit des syndicats, des groupes écologiques, des cliniques de santé communautaire, des groupes d'habitation ou des groupes de pression directement politiques. Outre ces rapports qui s'établissent concrètement à partir d'opérations précises, l'atelier de promotion collective organise des rencontres avec les professeurs et chargés de cours ayant des expériences de travail dans les milieux populaires. Ces rencontres ont pour objectif de voir avec eux comment développer ce service à la collectivité

- "en terme de méthodes,
- en terme de type d'action et de difficultés particulières à ce genre d'intervention,

- en terme de développer cette orientation dans d'autres facultés ou départements, d'en voir l'implication de l'université même,
- en terme de ressources disponibles pour répondre rapidement à des demandes précises, faites par le milieu populaire et syndical" 10.

Le vécu de ces opérations précises et de ces rencontres générales est trop jeune et trop limité pour pouvoir en tirer des conclusions théoriques spécifiques sur les possibilités et les conditions différentielles de tels rapports. Mais des passerelles sont jetées qui permettent au moins une exploration pratique. Une piste importante semble se dégager pour que ces rapports deviennent véritablement "organiques", c'est d'instituer organisationnellement ces rapports souvent personnels ou anecdotiques. Les centres doivent s'impliquer par des ententes institutionnelles qui rendent moins aléatoire le travail aux frontières. Seulement alors, le procès macro-social de connaissance sera structurellement changé.

S'approprier l'organisation sociale.

Nous avons vu qu'un réseau interorganisationnel relie de façon privilégiée et quasi exclusive l'université avec les organisations patronales et professionnelles dominantes. Nous ne voyons pas comment ce réseau pourra perdre son exclusivité et son statut privilégié sans la construction d'un contre-réseau avec les organisations, les groupes des milieux populaires. Cette construction nous paraît la tâche la plus urgente actuellement. Tâche difficile car elle demande de dépasser une opposition elle-même construite entre organisation et mouvements socio-éducatifs. L'organisation est vue comme l'instrument de contraintes de mise en ordre sinon de mise à l'ordre et les mouvements socio-éducatifs comme l'instrument de libération de ces contraintes. L'opposition théorique est traditionnelle. Traditionnellement, les théories éducatives se sont élevées contre les contraintes organisationnelles pour affirmer la spécificité de l'éducation. Mais traditionnellement aussi, ces théories ont esquivé le problème organisationnel. Le courant non-directif "comme tous ceux de l'Ecole nouvelle et des

méthodes actives méconnaissent la question fondamentale de la pédagogie, qui est à poser, non seulement au niveau des techniques éducatives, mais encore et surtout à celui des modes d'organisation de la formation¹¹. Cette esquivance traditionnelle fait que les enseignants rêvent avec Rousseau et forment avec Taylor.

Le mouvement d'éducation permanente, s'il veut réaliser son projet social initial de libération doit rompre cette tradition et s'attaquer de front à ce problème organisationnel qui n'est qu'instrumental mais parce qu'instrumental, fondamental. Plutôt que de se faire organiser selon les formes organisationnelles dominantes en restant dans un pur discours idéaliste de protestation, il doit travailler en permanence à former et transformer ces formes organisationnelles réifiées. Plutôt que d'"organisation de l'E.P.", c'est d'"éducation permanente de l'organisation" qu'il faut parler.

Dichotomie théorique et pratique des études organisationnelles et des études des rapports sociaux

Les théories de l'organisation du travail se sont développées à partir des pratiques d'entreprises et dans des écoles de cadres très liées à ces pratiques, selon un intérêt instrumental de gestion et de reproduction des rapports sociaux ainsi organisés. Ces conditions de développement ont fortement orienté ces théories vers les problèmes organisationnels internes des organisations instituées, les coupant des problèmes organisationnels des mouvements sociaux oppositionnels. "Les sociologues de l'organisation se sont systématiquement tournés vers les problèmes de direction des organisations et les méthodes par lesquelles les gestionnaires peuvent atteindre leurs buts. Ils n'ont pas essayé de conseiller le destructeur de machine, le travailleur apathique ou le gréviste sauvage ; la sociologie organisationnelle est la science sociale de la rationalité directoriale"¹²

D'autre part les théories de l'organisation sociale se sont diluées dans des macroanalyses des rapports sociaux, macroanalyses fonctionnalistes dont Parsons est le représentant le plus systématique ou macroanalyses critiques des révolutionnaires marxistes. Ces macroanalyses

fonctionnalistes et marxistes donnent une vue compréhensive des rapports sociaux en termes de systèmes, de structures ou d'appareils mais elles développent peu d'instruments organisationnels nouveaux pour les travailler de façon nouvelle. Il est symptomatique que Lénine après la prise du pouvoir en octobre 1917, propose comme tâche immédiate pour établir la discipline au travail et élever la productivité, l'adoption et l'application du système Taylor d'organisation du travail, même après l'avoir critiqué avant la prise du pouvoir¹³. Démontrer que le parti communiste français reproduit dans son organisation l'appareil bourgeois de l'Etat et l'appareil militaire constitue une opération facile pour Althusser dans sa récente polémique¹⁴.

L'organisation — même celle qui se dit révolutionnaire — restera-t-elle toujours une machine à dominer, les contrats entre organisations, les pactes tacites entre organisateurs prenant le pas sur les combats des masses organisées ? Une réponse négative à cette question implique épistémologiquement que la dichotomie entre le développement directorial des théories de l'organisation et les macroanalyses compréhensives mais peu opératoires des rapports sociaux soit remplacée par une théorie plus politique du développement organisationnel, ou une théorie plus pratique du développement politique¹⁵. Les pères fondateurs des sciences sociales étaient très conscients de cette dimension politique de l'organisation. Ils plaçaient au centre de leurs analyses ce lien entre organisation et enjeu politique : "Marx voyait dans la division capitaliste du travail au sein de la fabrique, le support de l'exploitation, tandis que Weber mettait en correspondance bureaucratie et domination rationnelle légale"¹⁶.

L'apprentissage organisationnel des pratiques d'éducation populaire autonome

D'un point de vue organisationnel, ce que révèlent en premier ces pratiques, c'est la valeur de l'anti-organisation¹⁷. En effet pour s'auto-organiser, ces pratiques doivent s'opposer. Elles doivent être anti-organisationnelles. Mais cette anti-organisation n'est pas comme le pense de trop loin

M. Crozier, une non-organisation, "c'est-à-dire, un univers de la transparence, de la communication totale, de la fête, de la relation, de la non-contrainte" ¹⁸. C'est une forme d'appropriation de l'instrument organisation suivant les moments suivants :

- *un moment nécessaire de rupture* vis-à-vis des organisations existantes pour s'affranchir d'elles, prendre de la distance, se déconditionner.
- *un moment de la découverte* de la dimension sociale et relative de l'organisation. Les organisations existantes ne sont pas les seules possibles; elles sont le produit et sous le contrôle de certains groupes sociaux très précis qui les façonnent et les utilisent selon leurs intérêts. L'anti-organisation se précise comme une opposition à une organisation pensée et gérée par d'autres; c'est une anti-hétéro-organisation.
- *un moment d'auto-organisation*. Pour développer son opposition même, l'anti-organisation s'auto-organise en créant ses propres formes organisationnelles d'opposition.

Pour ce difficile travail de création organisationnelle spécifique, la jonction et l'alliance avec les éléments universitaires sont peut-être indispensables. Jonction et alliance qui, encore une fois, ne vont pas de soi, ne sont pas dans la dynamique sociale dominante. C'est pourquoi pour travailler à réaliser ces jonctions et ces confrontations, nous semblent extrêmement importants, politiquement, stratégiquement et tactiquement, l'existence et l'action d'hommes et de services frontières, frontières entre ces pratiques sociales en recherche et leur forme organisationnelle spécifique et les ressources universitaires en quête d'une utilisation sociale démocratique.

Ces hommes et services frontières mènent des combats difficiles, peu visibles socialement. Ces

combats n'ont ni le panache, ni le brillant des grands débats idéologiques centraux. Ce sont la plupart du temps des combats à ras de sol, de formulaires, d'horaires, de consignes, de réunions, de comptes, de comptoirs et de comptables. Mais cette guérilla sociale et procédurière témoigne au moins que les frontières ne sont plus étanches. Elles ne sont plus sûres. Elles constituent des lieux poreux où tentent de s'organiser conflictuellement, pas à pas et à tâtons, de nouveaux rapports sociaux. Lieux stratégiques où se jouent pratiquement une démocratisation des gros appareils ou au contraire une bureaucratisation élargie du monde.

Ces lieux de confrontation pratique et quotidienne entre les gros appareils et leurs millions d'usagers ou de non-usagers n'ont pas encore une existence théorique très développée. Les personnes et services frontières doivent parler plusieurs langues, celle de l'organisation et celle de groupes sociaux peu organisés, pour être des traducteurs. Mais les conditions objectives pour qu'ils puissent parler la leur ne sont pas favorables : jeunesse, insécurité, tension, surtravail... Qu'ils puissent un jour dire leur pratique n'est peut-être pas un des moindres changements socio-organisationnels à promouvoir.

Gaston Pineau
Faculté de l'éducation permanente
Université de Montréal

(Cet article est en
partie extrait d'un
ouvrage à paraître :
Gaston Pineau, Les
combats aux fron-
tières des organi-
sations, Montréal,
Ed. Sciences et
Culture, 1979)

NOTES :

¹ Atelier de promotion collective, Faculté de l'éducation permanente, Université de Montréal, 1977, p. 1.

² FERNANDEZ, Julio. *L'Université et les milieux populaires en Amérique Latine*, Tomes I et II, F.E.P., Université de Montréal, 1975-1976.

³ FERNANDEZ, Julio. *L'Université et les milieux populaires : perceptions et attentes*, F.E.P., Université de Montréal, 1975.

⁴ *Ibid*, p. 51.

⁵ *Ibid*, p. 59.

⁶ POTVIN, Robert, La rénovation urbaine au Québec. Un colloque populaire en préparation dans *Vie Ouvrière*, n° 127, 1978, p. 436.

⁷ La LIGUE des DROITS de L'HOMME, *Police et liberté*, Montréal, 1978, p. 1.

⁸ PASSERON, J.-C., in Introduction à HOGGART, Richard, *La culture du pauvre*, Éd. de Minuit, 1970, p. 7, 8.

⁹ PICHETTE, Michel, *Document de travail provisoire sur le rôle des intellectuels dans l'éducation populaire autonome*, SEP. UQAM, polycopie, 1978, p. 8.

¹⁰ Atelier de promotion collective, *op. cit.*, p. 20.

¹¹ LAPASSADE, Georges, *Groupes, organisations, institutions*, Paris, Gauthier-Villars, 1967, p. 182.

¹² SPRINGER, Michael. Social Indicators. Reports and Accounts: Towards the Management of Society in *The Annals of American Academy of Political and Social Science*, March 1970, p. 4.

¹³ LINHART, Robert, *Lénine, les paysans*, Taylor, Paris, Seuil, 1976.

¹⁴ ALTHUSSER, Louis, « Ce qui ne peut plus durer dans le Parti communiste » in *Le Monde*, 25, 26, 27 avril 1978.

¹⁵ TEULINGS, Ad.W.M. Modèles de croissance et de développement des organisations dans *Revue Française de Sociologie*, 1973, XIV.

¹⁶ CALLON, Michel et VIGNOLLE, Jean-Pierre, Organisation locale et enjeux sociétaux dans *Sociologie du Travail*, 1976, n° 3, p. 234.

¹⁷ ATTALI, J. *La parole et l'outil*, P.U.F., 1975. STOURDZE, Yves, *Organisation, anti-organisation*, Paris, Repère-mama, 1973.

¹⁸ CROZIER, Michel et FRIEDBERG, Erhart, *L'acteur et le système*, Paris, 1977, p. 372.